

# Débat : les cryptomonnaies et la résistance palestinienne

[5 janvier 2023](#) [Al-Shabaka](#), [Nous recommandons](#), [Slider](#)



Par [Ibrahim Shikaki](#), [Tariq Dana](#)

*L'essor mondial des monnaies numériques et des cryptomonnaies présente le potentiel de remodeler de façon spectaculaire la résistance politique et économique palestinienne à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine colonisée.*

*Comment cela serait-il possible et dans quelle mesure cette évolution serait-elle viable ? Quels aspects technologiques des monnaies numériques et des cryptomonnaies les Palestiniens peuvent-ils déployer dans leur lutte pour la libération ? Quelles complications pourraient se heurter aux Palestiniens et à leurs alliés dans l'usage de ces technologies, et comment pourront-ils les surmonter ?*

*Al-Shabaka a réuni les analystes politiques Tariq Dana et Ibrahim Shikaki pour débattre de l'utilité et de la viabilité d'un recours aux monnaies numériques et aux cryptomonnaies dans le contexte palestinien.*

**Les monnaies numériques et les cryptomonnaies sont-elles des alternatives viables à une monnaie nationale palestinienne ?**

**Tariq Dana**

Les cryptomonnaies ont été créées pour former une alternative aux systèmes financiers hautement centralisés contrôlés par les États dans le monde entier. La décentralisation est un mot clé permettant de comprendre l'utilité des cryptomonnaies, car elles ne sont contrôlées par aucune autorité, pas même les gouvernements ou les banques centrales. Les transactions sont généralement sécurisées par des algorithmes et un consensus entre des réseaux complexes d'ordinateurs à travers le monde.

Les cryptomonnaies présentent également d'autres propriétés importantes, telles que l'anonymat, la sécurité, la confidentialité et la possibilité de réaliser des transactions transfrontalières rapides et imparables. Cela signifie que les cryptomonnaies sont à l'abri de la fraude et de tout contrôle politique.

Je vois de nombreux avantages à utiliser certaines cryptomonnaies, en particulier le bitcoin, si elles sont adoptées institutionnellement dans le cadre d'une stratégie palestinienne. J'utilise le terme de « stratégie » pour faire référence à la [renaissance tant attendue du mouvement national palestinien](#), qui passe nécessairement par le développement de nouveaux outils économiques et financiers de résistance.

Cela implique deux choses : premièrement, nous ne devons pas adopter une perspective étatiste incompatible pour résoudre nos problèmes. Par exemple, il n'est pas utile d'envisager une monnaie nationale au sens conventionnel du terme, mais plutôt en tant qu'[approche financière innovante](#) visant à renforcer la lutte anticoloniale.

Deuxièmement, nous devons repenser nos institutions et activités financières traditionnelles qui sont entièrement [soumises au contrôle israélien](#). En utilisant des cryptomonnaies décentralisées, les Palestiniens peuvent contourner ces obstacles.

Il est important de disposer de connaissances financières et technologiques pour élaborer une stratégie en matière de cryptomonnaies. Bien que les marchés des cryptomonnaies présentent certaines failles, comme la volatilité, la spéculation et l'escroquerie, il existe toujours des moyens d'y échapper. L'idée ici n'est pas d'engager les Palestiniens dans de telles conditions de marché.

Il s'agit plutôt de savoir comment utiliser les cryptomonnaies pour contester la domination financière israélienne. Par exemple, les Palestiniens peuvent construire des [cryptomonnaies stables](#) conçues spécifiquement pour l'usage et les paiements transfrontaliers des Palestiniens, en impliquant des réseaux de solidarité et des entreprises propalestiniennes partout dans le monde.

Les cryptomonnaies stables ont une valeur fixe, sont basées sur la technologie blockchain et sont au cœur de la [finance décentralisée](#) (DeFi), un instrument financier révolutionnaire qui ne nécessite pas l'intervention d'une autorité centrale.

Les données sur l'utilisation des cryptomonnaies présentent des [similitudes](#) avec l'utilisation d'Internet dans les années 1990, qui ne concernait qu'1 % de la population mondiale. Tout comme Internet fait aujourd'hui partie intégrante de la vie des gens, on s'attend à ce que l'adoption massive des cryptomonnaies ne soit qu'une question de temps.

Les crises économiques et financières qui sévissent actuellement dans le monde pourraient accélérer ce processus et les Palestiniens doivent être prêts à rejoindre la tendance mondiale.

**Ibrahim Shikaki**

Les cryptomonnaies ne sont pas une monnaie nationale viable, ni en Palestine ni ailleurs. Tout d'abord, nous devons distinguer monnaies numériques et cryptomonnaies. Les monnaies numériques, émises par les gouvernements et les banques centrales, feront certainement partie de l'avenir.

Rien que depuis le début de l'année 2022, trois discussions majeures consacrées à l'avenir des monnaies numériques se sont tenues à la [Réserve fédérale américaine](#), à la [Banque centrale européenne](#) et à la [Banque de réserve de l'Inde](#).

Les cryptomonnaies, comme le souligne Tariq, n'ont pas d'autorité centrale d'émission ou de régulation. Et bien qu'elles comportent le mot « monnaie » dans leur nom, elles ne jouent pas le même rôle que les monnaies. Tout d'abord, il existe encore une forte concentration de détenteurs de cryptomonnaies – et pas seulement si l'on compare les pays avancés aux pays en voie de développement.

Par exemple, 0,01 % des détenteurs de bitcoins [contrôlent 27 %](#) des bitcoins en circulation.

Mais surtout, plus de 90 % des cryptomonnaies ne sont pas utilisées dans des transactions pour acheter des articles. En d'autres termes, il est préférable de considérer les cryptomonnaies non pas comme des monnaies mais comme des actifs spéculatifs, comme des actions, mais beaucoup plus volatiles.

Le problème de l'acceptabilité et de la volatilité est exacerbé en Palestine, étant donné que les Palestiniens [importent](#) environ 6,5 milliards de dollars chaque année, soit environ 40 % du PIB total. Cela signifie que ceux qui exportent vers la Palestine devraient accepter les cryptomonnaies comme forme de paiement.

En outre, si les cryptomonnaies sont effectivement sécurisées, dans le cas où elles sont manipulées correctement, les escroqueries touchant les investisseurs se chiffrent en milliards de dollars – plus de [14 milliards de dollars](#) rien que l'année dernière.

Dans un pays où l'alphabétisation numérique est relativement faible et où il n'existe pas d'organisme de réglementation efficace pour lutter contre les arnaques en ligne, il peut être extrêmement risqué de manipuler des cryptomonnaies en Palestine aujourd'hui.

**Indépendamment de leur viabilité, existe-t-il encore des aspects technologiques des cryptomonnaies qui peuvent être employés dans le contexte palestinien ?**

**Tariq Dana**

Les cryptomonnaies sont basées sur la technologie [blockchain](#), qui apporte divers avantages. Plus précisément, elle offre la possibilité de connecter les Palestiniens du monde entier par le biais d'organisations autonomes décentralisées ([DAO](#)). Les DAO sont créées pour rassembler des personnes qui acceptent de respecter certaines règles afin de se coordonner et de s'autogérer en vue d'un objectif commun, grâce à un [système de vote](#) anonyme et sécurisé.

Les systèmes de vote des DAO peuvent démocratiser différents domaines, tels que la politique, l'éducation, l'économie et d'autres domaines d'intérêt public. Mais surtout, les DAO présentent un grand potentiel pour surmonter la fragmentation géographique des Palestiniens en utilisant le système de réseau virtuel pour une prise de décision collective et participative.

Il existe d'autres applications qui peuvent être utilisées pour faciliter les accords intra-entreprises sur le marché palestinien. Par exemple, les blockchains peuvent proposer des [contrats intelligents](#), des accords auto-exécutoires permettant de renforcer le climat de confiance dans les transactions économiques.

En effet, les [chèques refusés](#) en Cisjordanie et à Gaza engendrent de graves problèmes depuis quelques années, qui représentent des milliards de dollars de pertes. Ceci a de profondes répercussions non seulement sur les relations intra-entreprises, mais aussi sur les relations sociales ; la technologie des contrats intelligents pourrait être utilisée dans certaines situations pour sécuriser les engagements de paiement.

En fin de compte, cependant, la recherche de solutions basées sur la technologie blockchain pour certains problèmes en Palestine doit passer par des stratégies globales, et non par des solutions politiques techniques.

En d'autres termes, notre objectif doit être de créer un changement radical tout en évitant l'approche de réforme politique post-Oslo, axée sur les donateurs, qui ne contribue guère plus qu'à consacrer le statu quo répressif.

### **Ibrahim Shikaki**

Parce que la valeur des cryptomonnaies n'est ancrée dans aucun fondement économique ou financier au sens traditionnel, les cryptomonnaies demeurent des investissements spéculatifs et extrêmement instables ; ils ont récemment été assimilées à des [systèmes de Ponzi](#) ou à un « [jeu à somme négative](#) ».

En revanche, la technologie utilisée par les cryptomonnaies, appelée blockchain, est certainement appelée à révolutionner l'enregistrement des transactions en ligne, l'authentification et la cybersécurité.

La technologie que le pseudonyme Satoshi Nakamoto a « solutionnée » dans son [livre blanc](#) comporte d'innombrables applications potentielles pour la Palestine.

Le recours au système de blockchain comme système de paiement en ligne décentralisé peut être utile en Palestine, en particulier avec la montée en puissance de nouvelles cryptomonnaies stables plus solides, qui sont des cryptomonnaies rattachées à des monnaies fiduciaires comme le dollar, ou à des produits stables comme l'or.

Les paiements en provenance de l'étranger peuvent contourner les restrictions israéliennes, à l'instar de ce que les Afghans ont fait pour [contourner](#) les sanctions américaines et les talibans ; SureRemit, une solution populaire pour les transferts de fonds à travers la diaspora africaine, en est un autre exemple.

Même les paiements à l'intérieur de la Palestine peuvent adopter cette approche, comme les versements adressés aux familles de prisonniers politiques et à d'autres personnes dans le besoin par le biais du ministère des Affaires sociales, certains ayant été [ciblés](#) par Israël.

Cependant, j'estime qu'un autre usage futur peut être encore plus puissant dans le contexte palestinien, et celui-ci concerne le vote. L'utilisation du système de blockchain à des fins électorales n'en est encore qu'à ses débuts, mais avec plus de recherche et de travail, celui-ci deviendra probablement l'[avenir du vote](#) dans les dix à vingt prochaines années.

En effet, cette technologie fournit exactement ce dont on a besoin pour des élections : des résultats anonymes mais vérifiables.

En Palestine, cela pourrait résoudre les problèmes qui se sont posés lors des dernières [élections planifiées](#), en permettant par exemple aux Palestiniens de Jérusalem de voter.

Cet usage peut également être pertinent dans le cadre d'efforts plus larges visant à inclure les voix palestiniennes du monde entier dans la prise de décision politique, à l'instar des efforts en vue d'une [élection mondiale](#) du Conseil national palestinien (CNP) qui ont pris de l'ampleur en 2011.

**Israël autoriserait-il ce type de développement technologique ? Comment les Palestiniens peuvent-ils surmonter les restrictions imposées par Israël à leur utilisation des différentes technologies ?**

**Tariq Dana**

Il ne fait aucun doute qu'Israël empêchera toute initiative visant à développer des technologies palestiniennes. L'[infrastructure technologique](#) de la Palestine est contrôlée par Israël, qui impose diverses restrictions à l'économie numérique palestinienne.

Par exemple, Israël n'a donné l'accès à l'Internet mobile de troisième génération (3G) aux Palestiniens qu'en 2018, et le débit internet en Cisjordanie et à Gaza fait partie des plus lents au monde.

Malgré ces conditions numériques difficiles, Internet devient de plus en plus vital pour les Palestiniens. Plus de [80 % des ménages](#) palestiniens avaient accès à Internet en 2019, contre 52 % en 2017. C'est un signe important d'une connectivité accrue des Palestiniens à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine.

Il y a toujours des moyens de contourner les restrictions israéliennes. La technologie blockchain ne connaît pas de frontières, elle offre des espaces déterritorialisés pour une innovation constante et engendre de nouvelles opportunités pour produire et reproduire des alternatives.

Pour que cela porte ses fruits, la quête de résistance technologique doit se transformer en une stratégie visionnaire qui donne la priorité à l'engagement transfrontalier. En bref, la technologie blockchain doit être conçue et développée au-delà des frontières géographiques de la Palestine, mais avec l'implication des Palestiniens en Palestine et à travers la diaspora.

En d'autres termes, la Palestine ne doit pas être le centre des investissements technologiques, car cela amène un risque d'un contrôle direct par Israël.

Au contraire, les Palestiniens et les développeurs défendant la cause palestinienne hors de Palestine doivent jouer un rôle clé dans la mise en place de l'infrastructure technologique, la création d'applications au service de la cause palestinienne et la connexion virtuelle des Palestiniens du monde entier.

Et malgré la lenteur des débits internet et la relative faiblesse des infrastructures technologiques en Cisjordanie et à Gaza, elles seraient suffisantes pour utiliser de telles applications.

**Ibrahim Shikaki**

Historiquement, Israël a l'habitude de prendre des mesures préventives pour [empêcher l'accès](#) des Palestiniens aux technologies de communication de pointe. Cela s'est manifesté clairement en 2018,

lorsqu'Israël a interdit les tours et les équipements pour le développement de la technologie 3G à Gaza.

Alors que le chœur constitué par les institutions financières internationales considère le [secteur des TIC](#) comme le sauveur de l'économie palestinienne, celles-ci n'apportent pas de réponse adéquate à l'[emprise étroite](#) d'Israël sur chaque aspect du secteur.

Tant qu'Israël sera en mesure d'empêcher l'utilisation de ces développements en Palestine, il le fera. Pour ce qui est de limiter l'utilisation par les Palestiniens de technologies telles que la technologie blockchain ou certains types de cryptomonnaies, Israël pourrait émettre des ordonnances militaires interdisant aux institutions financières, y compris aux banques et aux établissements de change, d'utiliser des cryptomonnaies.

Israël pourrait également faire appliquer une interdiction, ce qui n'est pas aussi simple. Mais même en cas de contrôle strict d'Internet, il serait toujours possible d'accéder aux portefeuilles de cryptomonnaies et d'effectuer des transactions à l'aide d'outils innovants, comme la [méthode satellite de Blockstream](#). Blockstream produit et vend des outils peu onéreux qui permettent aux gens d'accéder aux logiciels nécessaires sans utiliser Internet.

Israël a déjà commencé à déployer ses efforts pour mettre un terme à l'utilisation des cryptomonnaies. En 2021, Israël a affirmé qu'une « [percée opérationnelle](#) » lui avait permis d'identifier et de saisir des portefeuilles de cryptomonnaies appartenant à des partis politiques palestiniens.

Fin février 2022, Israël a affirmé avoir saisi [30 autres portefeuilles](#) de cryptomonnaies. Que ces saisies aient été rendues possibles par une véritable percée ou par une approche plus traditionnelle, il ne fait aucun doute qu'Israël possède l'une des industries de l'espionnage et de la surveillance les plus avancées au monde, comme l'a récemment montré le scandale du [logiciel de piratage](#) de NSO Group.

Cependant, les politiques d'Israël n'ont jamais arrêté les efforts de mobilisation et de développement des Palestiniens, qu'il s'agisse de résistance politique ou économique. Compte tenu de l'avènement des monnaies numériques, les Palestiniens devront se montrer encore plus créatifs et se concentrer sur l'éducation et la formation en informatique.

**Comment les Palestiniens peuvent-ils mettre à profit les technologies et systèmes de communication de pointe pour servir le mouvement mondial en pleine expansion de solidarité avec la Palestine et la résistance économique palestinienne ?**

### **Tariq Dana**

La technologie est devenue indispensable dans les luttes pour la justice sociale. En effet, le régime israélien continue de [déployer](#) la technologie en tant que pierre angulaire de son programme de colonisation, tandis que les Palestiniens ont commencé à l'utiliser comme une méthode de résistance de premier plan.

En réalité, les Palestiniens et leurs alliés ont [développé](#) l'utilisation d'Internet comme moyen de résistance et de mobilisation à l'échelle mondiale, en montrant au monde entier les crimes israéliens et les méthodes de résistance des Palestiniens.

Cette forme d'activisme en ligne a [modifié l'opinion](#) publique mondiale en faveur de la [lutte des Palestiniens](#) pour la liberté et la justice.

Les recherches indiquent également que les jeunes femmes palestiniennes utilisent avec succès les [outils technologiques](#) de l'e-résistance pour faire face à la fragmentation géographique opérée par Israël et à l'occupation militaire répressive à Jérusalem. En outre, les mouvements propalestiniens mènent des [cyberattaques](#) contre des cibles participant à la propagande israélienne.

Cependant, ces efforts sont menés par des individus et des groupes de petite taille et dispersés. En effet, le leadership palestinien est dans une large mesure absent des terrains technologiques de la lutte en raison de son [incapacité](#) à s'adapter au changement.

Par conséquent, le seul moyen d'intégrer efficacement la technologie dans la lutte palestinienne est une vision stratégique d'un mouvement national revivifié. Nous avons besoin d'une mise en réseau organisée et d'une mobilisation systématique du capital humain et financier pour assimiler la technologie dans le contexte de la lutte palestinienne.

Il n'y a pas de réponse directe et claire à la question de savoir comment les Palestiniens peuvent employer la technologie de manière à ce qu'elle serve leur libération et leur résistance. Cependant, la première étape de l'élaboration d'une stratégie technologique doit passer par un travail de recherche sérieux et exhaustif.

L'acquisition de connaissances solides constitue le fondement de la création et de l'application d'outils technologiques et du renforcement des capacités technologiques du mouvement.

### **Ibrahim Shikaki**

Les Palestiniens, tant à l'intérieur de la Palestine colonisée qu'en exil, ont un grand potentiel en tant qu'utilisateurs d'espaces et de plateformes virtuels pour un activisme et une coordination politiques collectifs. La [grande majorité](#) des Palestiniens (96 %) savent lire et écrire et le taux d'abandon scolaire dans le secondaire est relativement faible ([environ 2 %](#)).

Compte tenu du manque de financement et d'infrastructures éducatives, ces indicateurs positifs ne se traduisent pas au niveau de l'alphabétisation numérique, mais les institutions et les bases de ces connaissances existent bel et bien.

En outre, en comparaison avec d'autres pays en voie de développement et en dépit des politiques israéliennes visant à en limiter l'accès, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza présentent un taux d'accès à Internet d'[environ 70 %](#) et jusqu'à 75 % des ménages disposent d'au moins un téléphone portable, sachant que les smartphones sont majoritaires.

Le secteur palestinien des TIC est toujours contrôlé par Israël, notamment par de nombreuses entreprises qui reflètent la dynamique de pouvoir habituelle : des capitaux israéliens et une main-d'œuvre palestinienne bon marché. Cette dynamique recycle la valeur ajoutée sur le marché israélien et n'entraîne pas de répercussions positives au sein de l'économie palestinienne.

Pourtant, il existe un gigantesque potentiel prenant la forme de deux piliers. En premier lieu, il existe un potentiel énorme de coopération politique entre les Palestiniens à travers le monde. Il y a déjà eu plusieurs efforts en ce sens, notamment la campagne électorale du CNP, le travail du mouvement BDS, le réseau USPCN et le récent sommet [BuildPalestine](#).

Le second pilier, qui n'est pas sans rapport, est la coopération économique collective des capitaux palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, à l'intérieur des territoires de 1948 et à travers la diaspora, pour faire progresser les secteurs qui pourraient ne pas être aussi sensibles au contrôle physique israélien, notamment les divers sous-secteurs des TIC.

Il ne s'agit pas de détourner les ressources des secteurs importants à forte intensité de main-d'œuvre comme l'agriculture et l'industrie manufacturière, mais de les compléter.

En effet, ce type de coopération nécessiterait la création d'une « [économie arabe](#) » collective dotée d'une importante capacité de résistance économique.

Indépendamment de l'avenir des cryptomonnaies en tant qu'instruments d'investissement, la technologie blockchain va sans aucun doute changer le monde dans les années à venir.

Les Palestiniens doivent réfléchir à des moyens utiles d'exploiter le potentiel de cette technologie, en particulier face aux restrictions extrêmes imposées par Israël aux déplacements et aux finances des Palestiniens.

Cela nécessite la coopération de toutes les parties prenantes, et pas seulement du secteur privé. L'AP doit rechercher de manière proactive des domaines potentiels de pratique et échanger avec des experts locaux au sujet des stratégies futures.

### **Auteur : [Tariq Dana](#)**



\* **Tariq Dana** est professeur adjoint d'études sur les conflits et l'humanitaire à l'Institut d'études supérieures de Doha, et chargé de cours à l'Université Northwestern au Qatar. Il a été directeur du Centre d'études sur le développement de l'université de Birzeit et chercheur principal à l'Institut d'études internationales Ibrahim Abu-Lughod, à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et à la School of Oriental and African Studies.

### **Auteur : [Ibrahim Shikaki](#)**



\* **Ibrahim Shikaki**, analyste politique d'Al-Shabaka, est professeur adjoint d'économie au Trinity College, Hartford, CT. Il a obtenu son doctorat à la New School for Social Research (NSSR) de New York et a occupé des postes d'enseignement à la NSSR, au Collège universitaire international de Turin, aux universités de Birzeit et d'Al-Quds.

Il a également occupé des postes de recherche à l'Institut de recherche sur la politique économique de la Palestine (MAS) à Ramallah et au Centre de recherche sur le DIH de Diakonia à Jérusalem-Est.

Ses écrits récents comprennent un chapitre à venir sur l'économie politique de la dépendance et de la formation des classes en Palestine, ainsi qu'un mémoire sur les aspects économiques du plan Kushner pour le Bahreïn.

